Dynamiques de coopération entre une région française et l'Afrique : le cas breton

À première vue, tout semble opposer la Bretagne, une région de landes balayées par les vents de l'Atlantique, et l'Afrique, continent vaste aux multiples cultures. Pourtant, au fil des siècles, des liens solides, parfois discrets mais réels, se sont tissés entre ces deux univers. De Brest à Dakar, de Rennes à Bamako, les échanges ont pris des formes variées : commerce, migrations, solidarité, culture, recherche. Ces relations ne relèvent pas uniquement de l'histoire coloniale, mais s'ancrent aujourd'hui dans une volonté de coopération, d'innovation et de rencontre entre les peuples. Comprendre les liens entre la Bretagne et l'Afrique, c'est donc observer comment deux territoires, éloignés géographiquement, peuvent se rapprocher humainement, économiquement et culturellement.

I. Les liens historiques entre la Bretagne et l'Afrique

Très impliqué dans la traite negriere au début du XVIIIème siècle, la France choisit naturellement la bretagne et ses multiples ports (Nantes, Saint Malo, Lorient…) afin de participer à l'exploitation du peuple africain pour développer sa propre économie. La ville de Nantes, historiquement rattachée au duché breton a cette période, organisa à elle seule 1 744 expéditions soit 41,3 % du total français. Des navires y partaient chargés de marchandises vers les côtes africaines, où elles étaient échangées contre des esclaves, avant de traverser l'Atlantique vers les colonies d'Amérique. Lorient, de son côté, tire même son nom de « L'Orient » en référence à son rôle central dans le commerce avec les Indes et l'Afrique. C'est là que fut fondée en 1664 la Compagnie des Indes, qui commerçait avec l'Afrique, l'Asie et les Antilles, participant ainsi à la dynamique coloniale française.

Au XIXe et au début du XXe siècle, la présence bretonne en Afrique se poursuit sous d'autres formes. De nombreux missionnaires bretons, notamment catholiques, sont envoyés dans les colonies françaises d'Afrique de l'Ouest pour y évangéliser les populations locales et fonder des écoles ou des dispensaires. Certains noms bretons figurent encore dans la mémoire locale, tantôt associés à des œuvres éducatives, tantôt liés à la domination coloniale.

Par ailleurs, des soldats bretons participent activement aux campagnes militaires de l'Empire colonial français, et des officiers originaires de Bretagne sont affectés à l'administration des territoires africains.

II. Une richesse culturelle portée par la diaspora et le tissu associatif

La Bretagne contemporaine est marquée par une présence africaine croissante. En 2021, plus de 53 000 personnes nées en Afrique y résidaient, représentant le principal groupe étranger de la région, avec une augmentation de plus de 80 % en dix ans. Cette communauté dynamique s'investit fortement dans la vie associative, comme en témoigne la création d'associations telles que Diaspo'Afrik Rennes (ADAR), fondée en 2022. Celle-ci vise à promouvoir la culture africaine, renforcer les liens panafricains, faciliter l'intégration et valoriser les talents de la diaspora.

Le Club des Africains de Bretagne (CAB) œuvre également pour la reconnaissance des cultures africaines dans la région et pour l'organisation d'échanges avec le continent. Des événements comme la Journée Culturelle Africaine à Rennes, lancée en 2023, témoignent de cette vitalité interculturelle en donnant à voir la musique, les arts, la gastronomie et les savoir-faire africains.

La Bretagne, historiquement marquée par une sensibilité politique progressiste, offre un terrain favorable à l'accueil et à l'intégration de ces populations. Sur le plan artistique, les échanges se développent également : à Lorient, le Festival Interceltique a intégré des créations métissées, notamment avec des artistes de La Réunion, renforçant les passerelles entre la Bretagne et les territoires ultramarins.

III. Commerce Bretagne-Afrique : nouvelles passerelles

Sur le plan commercial, les échanges entre la Bretagne et l'Afrique se diversifient. Grâce à son poids dans l'agriculture et l'agroalimentaire, la Bretagne exporte vers plusieurs pays africains des produits laitiers, des conserves, de la volaille et des équipements. En 2021, ces exportations représentaient 715 millions d'euros, soit 6,3 % des exportations totales de la région, un chiffre légèrement supérieur à la moyenne nationale.

De nombreuses PME et start-ups bretonnes s'implantent ou collaborent en Afrique, notamment dans les domaines de l'énergie, du numérique ou de l'environnement. Des institutions comme la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA Bretagne) et la CCI des Côtes-d'Armor accompagnent cette dynamique, notamment à travers des coopérations avec les chambres consulaires de Pointe-Noire (Congo) et Thiès (Sénégal).

La CMA Bretagne (Chambre de métiers) a accueilli en 2023 à Quimper une délégation africaine dans le cadre des Ateliers de la Coopération consulaire et économique (ACCE), favorisant la co-construction de projets de partenariat avec plus de 20 pays africains

La CCI des Côtes-d'Armor a signé des protocoles avec les CCI de Pointe-Noire (Congo) et Thiès (Sénégal), pour accompagner des entreprises bretonnes dans les secteurs de l'agro-industrie, l'industrie et les TIC

Le groupe Piriou, basé en Bretagne (Concarneau, Lorient), construit des navires pour des clients africains (Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire), et y dispose de chantiers et bureaux en implantations locales

À travers des sociétés comme Bretagne Commerce International (BCI), des entreprises bretonnes (Ceva, ADM/Olmix, SDMO, Tipiak…) sont présentes en Afrique du Sud, notamment dans les secteurs de la nutrition animale, de l'énergie, des machines et des biens alimentaires

la Bretagne exporte non seulement des marchandises alimentaires ou industrielles, mais aussi son expertise technique, ses services et ses modèles d'entreprise sociale. Le tout s'intègre dans une dynamique de partenariats tournés vers l'Afrique, avec un potentiel de développement durable pour les deux zones.

IV. Construire l'avenir par le savoir : Bretagne–Afrique en synergie

Les universités bretonnes (Rennes 2, Brest, Vannes, Lorient...) accueillent chaque année de nombreux étudiants africains et collaborent sur des projets communs portant sur le développement, l'environnement ou l'agriculture. À titre d'exemple, la session AFRICA 2020 a vu l'organisation en Bretagne de plus d'une centaine de projets coconstruits avec la société civile africaine, mêlant culture, éducation et innovation.

L'association Échange Afrique INSA, fondée en 1995 à Rennes, incarne aussi cet engagement. Chaque année, des étudiants ingénieurs mettent en place des projets de solidarité internationale, visant à créer des liens durables avec des communautés africaines et à répondre à leurs besoins concrets.

V. Les échos de l'océan : une histoire partagée entre Afrique et Bretagne

Depuis le XVIIe siècle, des navires bretons ont navigué vers l'Afrique via le commerce triangulaire ou la pêche, forgeant une relation maritime profonde, notamment depuis des ports comme Lorient, Brest ou Saint-Malo. Aujourd'hui, des initiatives comme celle du Groupe Latitudes Sud – Bretagne à Brest relient entreprises bretonnes et partenaires africains en favorisant le commerce maritime local

La coopération entre la Bretagne et l'Afrique s'illustre également dans le domaine maritime et éducatif. L'association Litt'Obs, avec le soutien du réseau Bretagne Solidaire, mène un projet d'Aire Marine Protégée Communautaire en Casamance, au Sénégal. Ce projet inclut un important volet pédagogique sur la biodiversité côtière, mené en partenariat avec une école bretonne située à Binic-Étables-sur-Mer, témoignant d'un engagement éducatif transfrontalier.

Par ailleurs, les chantiers navals bretons, à l'image du groupe Piriou, participent à la modernisation des flottes artisanales africaines en construisant et en entretenant des navires de pêche pour des pays comme la Mauritanie, la Guinée ou l'Angola.

Les collectivités locales bretonnes sont également actives dans ces dynamiques. Ainsi, en avril 2025, une délégation de Lorient Agglomération s'est rendue au port de Cayar, au Sénégal, le deuxième port du pays, afin de renforcer un partenariat centré sur la pêche, la mobilité, l'environnement et la valorisation des savoir-faire locaux.

Enfin, le Pôle Mer Bretagne Atlantique organise régulièrement des missions de coopération à l'international, notamment en Côte d'Ivoire, autour des thématiques des infrastructures portuaires, de la manutention, de la sécurité maritime, de l'énergie et des opérations de dragage.

VI. Environnement et développement durable : une coopération verte entre la Bretagne et l'Afrique

La coopération entre la Bretagne et l'Afrique s'exprime fortement dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de l'agroécologie et du développement durable. Le syndicat Eau des Portes de Bretagne soutient ainsi l'association Burkina 35 dans le financement de projets d'adduction d'eau potable entre 2022 et 2026, notamment par la réalisation de forages et la mise en place de réseaux dans les communes de Pibaoré et Boala, au Burkina Faso. Depuis 2011, l'association bretonne ARPOM est également active dans la région du Sanguié, où elle mène des actions en matière de forage, d'assainissement et de gestion participative des ressources en eau.

Dans le secteur agricole, le forum **« Manger Local, Agir Global »**, organisé en partenariat avec le Réseau Bretagne Solidaire, l'association Terralim et des acteurs burkinabè, a été l'occasion de promouvoir les circuits courts, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire en Afrique. Ce type d'initiative contribue à renforcer les échanges de savoir-faire entre les deux régions.

Le Réseau International Agroécologie et Alimentation (RIAA) incarne cette dynamique en fédérant des acteurs bretons et africains autour des enjeux agroécologiques. En février 2025, une délégation bretonne s'est rendue au Bénin, puis en mai de la même année au Sénégal, afin d'élargir le réseau et de consolider les partenariats sur le terrain.

Sur le plan de la gestion de l'eau, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne a également joué un rôle important en finançant à hauteur de 420 000 € plusieurs projets de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans divers bassins africains, notamment au Sénégal, en Mauritanie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Bénin, en République Démocratique du Congo, au Cameroun et à Madagascar.